

Les Environmental Awards 2023 organisés à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement



Page 3



**Ressources éducatives
libres : l'atelier se concentre
sur la formation d'experts
pour renforcer les capacités
locales dans divers
établissements
d'enseignement**

Page 3

Commerce:

**L'UE se dote d'une arme
de dissuasion face aux
chantages économiques**



Page 4

France

**Deux hommes écopent de
prison ferme pour
l'agression d'un proche de
Brigitte Macron**



Page 5

France

**Réforme des retraites : la
14e journée de mobilisation
sera-t-elle la dernière ?**



Page 5

Mercato



**Le PSG
ouvre la
porte à un
départ
D'ekitike**

Page 8



**Di Maria
officialise
son départ
de la
Juventus**

Page 8

A la télé aujourd'hui



06.00 Le Chemin Du Destin
06.50 Rich Man, Poor Man
07.40 Serial: Absentia
08.20 Serial: Chicago Med
09.45 Le Chemin Du Destin
10.10 A Que No Me Dejas
10.35 The Gardener's Daughter
10.56 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Fierce Angel

13.45 L'Envers Du Paradis
14.10 L'incroyable Hulk
15.21 Film: Above The Shadows
17.15 The Gardener's Daughter
18.00 Live: Samachar
18.30 Wagle Ki Duniya
18.56 Serial: Mere Dad Ki Dulhan
19.30 Le Journal
20.30 Film: Junglee (2019)
Stars: V.Jammwal, Pooja Sawant, Lars Kjeldsen, Asha Bhat



07.13 Local: Toc Toc Doc
09.30 Local: Come On Let's Dance
11.10 Local: Les Klips
12.00 Local: Rodrig Spor
12.30 Local: Saver Kil Tirel
12.51 Local: Toc Toc Doc
13.11 Local: En Forme
13.36 Local: Agir Ensemble
14.02 Local: Rodrig-Klip Seleksion

15.48 Come On Let's Dance
16.56 Local: En Forme
17.05 Local: Radio Vision
18.00 L'Envers Du Paradis
18.31 A Que No Me Dejas
19.20 Le Magazine De L'Emploi
19.30 Local: Li Bon Ou Konnin
19.48 Les Grandes Lignes
20.30 Local: National: Freques...
20.35 Local: Mots & Ecrits
23.00 Le Journal
23.20 Local: Groov'in



07.00 Serial: Chacha Bhatija
08.04 Mag: Tirh Yatra
08.27 Local: Suryopasna
08.53 Local: Anjoria
09.19 Local: Virasat
09.34 Local: Gyan Vigyan
10.03 Serial: Suhani Si Ek Ladki
11.27 Radha Krishna
12.00 Film: Aatish
Starring:

Jeetendra, Neetu Singh
15.30 Serial: Badki Malkaain
16.00 Serial: Agniphera
18.00 Live: Samachar
18.30 Local: Amrit Vaani
19.06 Local: Swami Dayanand
19.32 Local: Hunarbaaz
20.11 Serial: Surya Puran
21.37 Serial: Jag Jaanani Maa
22.46 Jijaji Chhat Par Hain



06.03 Mag: Motorweek
09.25 Doc: Smoothie Mania
09.58 Doc: Be Afraid
10.40 Doc: Town Of Glory
11.22 Doc: Sweet Magic
11.51 Mag: Vous Et Nous
12.20 Doc: World Heritage
13.28 Doc: Secrets Des Plantes
14.28 Mag: Close Up
15.04 D.Anime: Les Blagues

De...
15.22 Splash And Bubbles
15.33 D.Anime: Best Furry Friends
15.42 D.Anime: Ubongo Kids
16.10 D.Anime: The Adventures Of
16.39 D.Anime: Mondo Yan
17.10 Mag: Lab 360
17.29 Mag: National Anthem
17.35 Mag: Healthy Living
17.57 Doc: Sweet Magic
18.30 Mag: Eco India
18.42 Mag: Carnet De Sante



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.21 Film: Dishoom
Stars: John Abraham, Varun Dhawan, Nargis Fakhri
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.30 Kuch Rang Pyar Ke

Aise..
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.02 Anupamaa
21.30 Mere Sai
22.01 Kismat Ki Lakiron Se
22.31 Kabhi Kabhie Ltetfaaq Sey
22.59 Patiala Babes
23.30 Film: Dishoom
02.01 Kundali Bhagya
02.29 Serial: Udaariyaan

Au moins 42 morts et des milliers de déplacés après des inondations en Haïti

De fortes pluies se sont abattues sur Haïti durant le week-end, et ont fait au moins 42 morts et 11 disparus selon le bilan lundi de la protection civile.

Les intempéries ont causé d'importantes inondations et glissements de terrain dans sept des dix départements du pays, déjà plongé dans une crise humanitaire alimentée par la violence des gangs.

Selon l'ONU qui dénombre pour sa part 15 morts et 8 disparus, les pluies ont affecté 37 000 personnes et causé 13 400 déplacés.

La ville de Léogane, située à 40km au sud-ouest de la capitale Port-au-Prince, a été particulièrement touchée, les dégâts ayant été provoqués par trois rivières en crue.

Au moins 20 personnes y sont mortes, d'après le premier bilan des secours.



«Les habitants sont aux abois. Ils ont tout perdu. Les eaux ont ravagé leurs champs, emporté leur bétail», a décrit à l'AFP le maire de Léogane, Ernson Henry.

Des milliers de familles sont sinistrées dans sa commune a-t-il aussi indiqué, soulignant que la population avait besoin de nourriture, d'eau potable et de médicaments en urgence.

Ces inondations ont également fait d'importants dégâts matériels à travers le pays, détruisant des centaines de maisons et endommageant plusieurs routes.

«Bien qu'il ne s'agisse pas d'un cyclone ou d'une tempête tropicale, les dégâts observés dans les zones touchées sont considérables», a ainsi déploré Jean-Martin Bauer, coordinateur pour l'ONU de l'action humanitaire

en Haïti dans un communiqué.

Le premier ministre Ariel Henry a activé en réponse le Centre d'opération d'urgence nationale (COUN).

Ce lourd bilan met en lumière la vulnérabilité du pays face aux catastrophes naturelles et les défaillances en termes de réductions des risques, alors que la saison cyclonique commence tout juste.

Selon Ernson Henry, la réalisation de travaux sur les bassins-versants des cours d'eau aurait pu permettre de limiter les dégâts à Léogane.

Avant même ces inondations, Haïti faisait déjà face à une crise humanitaire sévère, avec près de la moitié de sa population ayant besoin d'assistance humanitaire, un chiffre qui a doublé en seulement cinq ans, selon l'ONU.

États-Unis

Mike Pence dépose sa candidature à la Maison-Blanche



Chrétien évangélique, farouche opposant à l'avortement, Mike Pence avait aidé Donald Trump à conquérir la droite religieuse en étant son colistier lors de la campagne présidentielle de 2016. Après des années de loyauté indéfectible, il a changé de ton à la suite de l'assaut contre le Capitole, qui a ébranlé la démocratie américaine le 6 janvier 2021.

Ce jour-là, Mike Pence dirigeait, en tant que vice-président, la séance au Congrès, lors de laquelle les élus devaient certifier la victoire de Joe Biden à la présidentielle de 2020. Bien qu'il n'ait qu'un rôle protocolaire, Donald Trump avait insisté pour qu'il refuse de valider l'élection du démocrate.

L'ancien gouverneur de l'Indiana n'avait pas obtempéré, ce qui lui a valu une forte inimitié chez les partisans du milliardaire. Entrés par la force dans le Capitole, certains avaient appelé à «pendre» Mike Pence, qui avait dû se cacher à la hâte.

Depuis, il a jugé que les mots du président avaient été «irresponsables» et l'avaient «mis en danger».

La rupture entre les deux hommes compromet les chances de Mike Pence, que les nombreux militants fidèles à Donald Trump continuent de considérer comme un «traître». L'homme à la sage mèche blanche plafonne autour de 3,8% des intentions de vote, loin derrière l'ancien président (53,2%), selon la moyenne des derniers sondages effectuée par le site RealClearPolitics.

Il est également distancé par le gouverneur de Floride Ron DeSantis (22,4%), qui mise lui aussi sur un discours très conservateur, mais sur un ton plus offensif, ainsi que d'un cheveu par l'ancienne ambassadrice à l'ONU Nikki Haley (4,4%).

Il prépare pourtant sa candidature depuis des mois. Après avoir sorti un livre intitulé «So Help Me God» («Que Dieu me vienne en aide», non traduit), l'ancien animateur de radio a sillonné le pays, multipliant les prises de paroles dans des États susceptibles de faire la différence lors des primaires républicaines.

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Védi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibereesocialiste@yahoo.fr

Webseite: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

L'ancien vice-président Mike Pence a déposé lundi sa candidature à la Maison-Blanche, selon des documents publiés par la commission électorale fédérale (FEC), et défiera donc son ancien patron Donald Trump lors des primaires républicaines de 2024.

Le conservateur officialisera mercredi, le jour de ses 64 ans, son entrée en lice avec une vidéo, puis un rassemblement à Des Moines dans l'Iowa et terminera la journée sur un plateau de la chaîne CNN, selon ses proches.

Il rejoint une arène de candidats républicains déjà bien remplie, avec une dizaine de prétendants qui, pour l'heure, sont tous largement distancés dans les sondages par l'ancien président.

Les Environmental Awards 2023 organisés à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement

Le ministère de l'Environnement, de la Gestion des Déchets Solides et du Changement Climatique, a organisé, les Trophées de l'Environnement 2023 pour commémorer la Journée Mondiale de l'Environnement (JME) 2023, au Centre des Arts du Caudan à Port-Louis.

La Journée mondiale de l'environnement est célébrée chaque année le 05 juin. Le thème retenu pour cette année est "Solutions to Plastic Pollution" et la campagne pour WED 2023 utilisera le hashtag et le slogan #BeatPlasticPollution.

Le Président de la République de Maurice, M. Prithvirajsing Roopun, le ministre de l'Environnement, de la Gestion des Déchets Solides et du Changement Climatique, M. Kavydass Ramano, et d'autres personnalités éminentes étaient présents à cette occasion.

Dans son discours d'ouverture, le président Roopun a souligné que ce prix est conçu pour reconnaître et honorer les efforts et les pratiques innovantes de diverses institutions publiques et privées ayant apporté des contributions exceptionnelles à la préservation et à la protection du patrimoine naturel de Maurice. « Un tel événement est devenu impératif pour promouvoir un mode de vie plus éthique, prôner une utilisation plus durable de nos ressources, encourager le recyclage et la réutilisation tout en luttant contre le gaspillage », a-t-il souligné.

En outre, le président Roopun a observé que cette année marque le 50e anniversaire de la WED et a ajouté que le thème choisi souligne la nécessité d'une action formatrice de partout dans le monde afin de réduire le lourd fardeau de la pollution plastique sur la santé des personnes et la menace qu'elle représente. à l'environnement et à la faune.

En ce qui concerne le changement climatique, M. Roopun a indiqué que Maurice, bien qu'étant un petit État insulaire en développement avec des ressources limitées et des défis géographiques uniques, a pris des engagements audacieux concernant les émissions de gaz à effet de serre, le mix énergétique ainsi que l'adoption d'une transformation économique cohérente et énergétique transition.

De son côté, le ministre Ramano a rappelé que son ministère, en collaboration avec diverses parties prenantes, a lancé le 10 avril 2023 le concours Environmental Awards 2023 afin de promouvoir la mise en œuvre d'initiatives vertes à Maurice. Il a souligné que onze secteurs ont été sélectionnés sur la base de leur importance et de la pertinence de leur contribution à la durabilité environnementale de Maurice.

Le ministre Ramano a en outre déclaré que l'humanité est confrontée à une triple crise mondiale : le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement, a-t-il souligné, ces "trois crises planétaires" causent de nouveaux dommages à l'environnement et à notre santé. Il a également saisi cette occasion pour féliciter les lauréats pour leur travail remarquable et les encourager à poursuivre



re leurs efforts dans la dynamique nationale de transition écologique.

Les Trophées de l'Environnement 2023

Le ministère de l'Environnement, de la Gestion des déchets solides et du changement climatique a organisé cette cérémonie de remise des prix pour la célébration de la Journée mondiale de l'environnement à Maurice. Les prix visent à reconnaître et à faire connaître les meilleures initiatives environnementales des institutions locales et à encourager des efforts futurs similaires pour une île Maurice plus propre, plus verte et plus sûre. Pour cette première édition des Trophées de l'Environnement, 149 candidatures au total ont été reçues et un jury indépendant a été mis en place pour chaque secteur afin d'évaluer les candidatures.

Onze secteurs thématiques ont été retenus, à savoir : industrie manufacturière textile ; industrie agroalimentaire ; supermarchés/hypermarchés ; médias ; organisations non gouvernementales ; gestion des déchets et des ressources ; financier ; tourisme ; autorités locales ; secteur public et ; les établissements d'enseignement. Les récompenses ont été remises comme suit :

Fabrication d'aliments et de boissons

- Gagnants : Phoenix Beverages Ltd et Foods Worth Ltd ;
- Premiers finalistes : Omnicane Limited et V. Kaunhye Health Foods Ltd ;
- Deuxième finaliste : Avipro Co. Limited.

Meilleurs hébergements et hôtels touristiques durables

- Lauréats : The Good Life et, La Pirogue Hotel ;
- Premiers finalistes : Aurelia Lodge et, Zilwa Attitude ;
- Deuxièmes finalistes : West Sand Ltd, Cannonier Beachcomber et Heritage Awali Golf & Spa Resort.

Industrie de la fabrication textile

- Gagnants : Ferney Spinning Mills Ltd et International Trimmings and Labels (M) Ltd Mauritius ;
- Première finaliste : Laguna Clothing (Mtius) Ltd.

Organisations non gouvernementales

- Lauréats : Mauritius Wildlife Foundation et F.A.L.C.O.N Association ;
- Premiers finalistes : Association pour le Développement et Mission Verte ;
- Deuxième finaliste : Coral Garden Conservation et New Invaders Club.

Autorités locales

- Lauréat : La Mairie de Port-Louis ;
- Premier finaliste : Le Conseil de district de Moka ;
- Deuxième Dauphine : Le Conseil Régional de Rivière Noire.

Secteur public

- Gagnant : Airport of Mauritius Co. Ltd ;
- Premier finaliste : Mauritius Telecom ;
- Deuxièmes finalistes : Central Electricity Board et Small Farmers Welfare Fund.

Médias/Journalisme

- Lauréate : Mlle Jenna Ramoo du Dimanche l'Hebdo/Défi Media ;
- Premier finaliste : Mauritius Broadcasting Corporation.

Gestion des déchets et des ressources

- Gagnants : Sofap Ltd et Bronze Brothers Ltd ;
- Premier finaliste : BEM Recycling ;
- Deuxième finaliste : Morivert.

Secteur bancaire/financier

- Gagnants : Cim Financial Services Ltd et Mauritius Commercial Bank Ltd ;
- Premier finaliste : Hong Kong & Shanghai Banking Corporation Ltd ;
- Deuxième finaliste : AfrAsia Bank Ltd.

Supermarchés & Hypermarchés

- Gagnants : Udis Ltee - Super U Flacq et, Panagora Marketing Ltd ;
- Premier finaliste : Pick & Buy Victoria Ltd.

Les établissements d'enseignement

- Lauréats : Ming Tek Kindergarten, Grand Sable Government School, Northfields International School et Université des Mascareignes ;
- Premiers finalistes : On the Rock Preschool, Roche Terre Government School, Loreto College Curepipe et Honoris Educational Network ;
- Deuxièmes finalistes : Petit Raffray Government School et Royal College Port Louis.

Ressources éducatives libres : l'atelier se concentre sur la formation d'experts pour renforcer les capacités locales dans divers établissements d'enseignement

Un référentiel national de ressources éducatives libres (REL) sera bientôt mis en place pour construire et renforcer les capacités des acteurs à trouver, utiliser, adapter et redistribuer les REL afin d'améliorer l'accès à une éducation et une formation de qualité conformément à l'objectif de développement durable 4 axée sur une éducation de qualité.

Dans ce cadre, un atelier de formation de Formateurs, visant à renforcer les capacités locales au niveau des établissements d'enseignement pour la mise en œuvre robuste des REL tout en enrichissant le référentiel national des REL, s'est ouvert, au MITD à Phoenix. La personne-ressource est le directeur de l'éducation, Commonwealth of Learning, le Dr Sanjay Mishra.

L'événement, qui est une initiative conjointe du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et du Commonwealth of Learning, Canada, a pour objectifs de pré-

parer un groupe d'experts qui peuvent entreprendre une formation et des recherches sur les REL à différents niveaux. Il vise également à aider les participants à comprendre l'histoire des REL et à leur permettre de contextualiser les connaissances et d'identifier les problèmes pour une mise en œuvre harmonieuse de la politique nationale des REL.

Présent à la cérémonie d'ouverture, le conseiller principal sur les réformes de l'éducation, M. Raj Dansinghani, a rappelé que le gouvernement avait adopté la politique nationale sur les REL dans le but d'encourager une culture des REL ainsi que d'établir un cadre pour fournir l'accès et permettre le partage de matériels pédagogiques. .

La mise en œuvre des REL, a-t-il dit, démontre l'engagement du gouvernement à ne laisser aucun enfant de côté et à promouvoir un accès équitable et inclusif à l'éducation pour tous. Il a également énuméré les objectifs de la politique nationale sur les REL, ajoutant qu'ils englobent plusieurs



domaines, notamment la transformation des expériences d'apprentissage et d'enseignement, la promotion d'une culture d'adoption et d'intégration des REL et l'orientation du développement et de l'examen des REL.

La valeur d'une éducation de qualité ne peut être compromise, a-t-il souligné, ajoutant que les REL présentent des opportunités substantielles de développement personnel car elles engagent le soutien de la communauté et l'apprentissage tout au long de la vie tout en garantissant que chacun a un accès équitable aux outils nécessaires pour réussir.

En outre, il a souligné que la formation est une étape cruciale pour accroître l'accessibilité aux REL pour les éducateurs et les apprenants en leur fournissant une formation adéquate et en les dotant des compétences nécessaires pour tirer parti de la technologie dans le développement, le partage et l'amélioration des ressources.

Commerce:

L'UE se dote d'une arme de dissuasion face aux chantages économiques

L'Union européenne a approuvé mardi la création d'un instrument européen commun qui vise à punir tout pays utilisant des sanctions économiques pour faire pression sur un de ses membres, comme actuellement la Chine contre la Lituanie.

Après plus d'un an de négociations, les eurodéputés et les Vingt-Sept ont trouvé un accord sur une législation dotant l'UE de nouvelles armes pour répondre aux menaces économiques de gouvernements étrangers.

L'entrée en vigueur est attendue cet automne après approbation formelle par le Conseil de l'UE et le Parlement européen.

Dans un objectif de dissuasion, l'UE pourra recourir à différents types de représailles: gel d'accès aux marchés publics, blocage d'autorisations de mise sur le marché de certains produits, blocage d'investissements...

Il s'agira d'un dernier recours, après épuisement des voies de médiation, car le dialogue direct avec l'État accusé de chantage économique sera privilégié.

Le commissaire européen au Commerce, Valdis Dombrovskis, a salué «une avancée majeure pour l'UE». Ce nouvel instrument «nous permettra de défendre avec plus d'assurance nos droits et intérêts légitimes», a-t-il affirmé.

«C'est un outil de plus au service de notre stratégie pour un commerce européen moins naïf», a salué le ministre français chargé du Commerce extérieur, Olivier Becht.

Ces nouvelles armes pourraient être brandies dans un conflit du type de celui qui oppose actuellement la Lituanie à la Chine.



Le pays balte accuse Pékin de bloquer ses exportations pour protester contre l'ouverture en juillet d'une représentation diplomatique taïwanaise à Vilnius. La Chine considère Taïwan comme faisant partie de son territoire. Pour l'instant, l'UE a engagé des litiges au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

«Avant tout un effet dissuasif»

Le nouvel instrument européen «anti-coercition» est un renforcement de la politique commerciale de l'UE, justifié par le contexte de tensions géopolitiques croissantes entre les États-Unis d'un côté, la Chine et la Russie de l'autre.

«C'est un nouveau genre d'outil commercial, pour une nouvelle époque (...), il aura avant tout un effet dissuasif (...), dans des circonstances extrêmes, il nous donne le pouvoir de riposter», s'est félicitée l'eurodéputée grecque

Anna-Michelle Asimakopoulou (PPE, droite).

L'Europe, victime de ses divisions, peine encore à utiliser son poids économique pour s'imposer sur la scène mondiale. La prise de décision en matière de politique étrangère européenne requiert l'unanimité des 27 États membres. Cette règle limite les capacités de réaction de l'Europe en cas de crise, chaque pays ayant tendance à défendre ses intérêts propres.

Le nouvel outil donnera plus de pouvoirs à la Commission européenne, tout en laissant aux États membres un contrôle sur l'ensemble du processus. Cette répartition des pouvoirs a été un des points les plus âprement négociés, certains États rechignant à abandonner un droit de veto sur les mesures.

Concrètement, une fois saisie d'un cas, la Commission aura quatre mois au maximum pour évaluer s'il y a coercition ou non. Cette décision devra être approuvée par le Conseil de l'UE dans un délai de deux mois à la majorité qualifiée - avec le soutien d'au moins 55 % des États membres [c'est-à-dire 15 États] représentant au moins 65% de la population de l'UE -, ce qui permettra de contourner l'opposition d'une minorité de pays.

En cas de feu vert s'ouvrira alors une phase de médiation, sans limites de temps, durant laquelle la Commission tentera de convaincre l'État incriminé de faire cesser les mesures contestées.

Faute d'accord, la Commission proposera les contre-mesures les plus adaptées choisies dans son nouvel arsenal. Pour s'opposer, les États membres auront besoin de réunir une majorité qualifiée contre la proposition.

Plus de 485 enfants Ukrainiens tués depuis le début de la guerre



Au moins 485 enfants ont été tués depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky dans un message vidéo dimanche. Le nombre réel serait toutefois plus élevé.

Plus de 19 500 enfants ukrainiens auraient aussi été déportés en Russie depuis le début des événements, en février 2022, a rapporté le média belge «7sur7». Depuis, seulement 370 «petits Ukrainiens» auraient été récupérés, a déploré le chef d'État.

La Russie contrôle actuellement environ 20 % du territoire ukrainien. En mars dernier, la Cour pénale internationale de La Haye a délivré un mandat d'arrêt à l'encontre du président russe Vladimir Poutine et de Maria Lvova-Belova, commissaire russe aux droits de l'Enfant.

Le président Poutine «serait responsable de la déportation illégale de populations d'Ukraine vers la Fédération de Russie», ce qui constitue un crime de guerre, avait dénoncé cette instance.

Le barrage de Kakhovka, une cible hautement stratégique dans le sud de l'Ukraine

Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, le barrage de Kakhovka, partiellement détruit dans la nuit de lundi à mardi, faisait l'objet de toutes les attentions car l'édifice représentait une cible stratégique à de nombreux égards.

Le barrage de Kakhovka est un ouvrage hautement stratégique. Alors que Kiev et Moscou s'accusent mutuellement de l'avoir attaqué mardi 6 juin, l'édifice, situé dans le sud de l'Ukraine et alimentant en eau la Crimée annexée, est depuis le début de la guerre en Ukraine une cible prioritaire des Russes.

Ce barrage hydroélectrique situé sur le fleuve Dniepr est aujourd'hui sur la ligne de front entre les régions contrôlées par Moscou et le reste de l'Ukraine, au moment où Kiev teste intensément les défenses russes en vue d'une offensive d'envergure.

Problème d'eau pour la Crimée

Situé à 150 km de la centrale nucléaire de Zaporijia, le barrage de Kakhovka est un ouvrage en partie en béton et en terre, qui mesure 3 273 mètres de long. Il s'agit de l'une des plus grandes infrastructures de ce type en Ukraine. Selon le site Internet de la société ukrainienne exploitante, Ukrhydroenergo, la puissance de la centrale hydroélectrique est de 334,8 mégawatts (MW).

Construit dans les années 1950, pendant la période soviétique, le barrage de Kakhovka permet également d'envoyer de l'eau dans le canal de Crimée du Nord, qui part du sud de l'Ukraine et traverse toute la péninsule de Crimée, occupée et annexée par Moscou depuis 2014.

La destruction de ce barrage



devrait ainsi entraîner d'importantes difficultés pour l'approvisionnement en eau de la Crimée, que Kiev assure vouloir reconquérir.

En amont de l'ouvrage se trouve le réservoir de Kakhovka, une retenue d'eau artificielle formée sur le cours du Dniepr, longue de 240 km et mesurant jusqu'à 23 km de large.

Le barrage et la centrale nucléaire ont tous deux été pris par les troupes russes dans les premiers jours de l'invasion russe de l'Ukraine, lancée le 24 février 2022.

Kiev dénonce un "crime de guerre"

Avec des villages "complètement ou en partie inondés", les autorités ukrainiennes ont rapidement dénoncé mardi un "crime de guerre" de la Russie et le président Volodymyr Zelensky a convoqué en urgence le Conseil de sécurité ukrainien.

"L'objectif des terroristes est évident : créer des obstacles pour les

actions offensives des forces armées" ukrainiennes, a fustigé Mykhaïlo Podoliak, conseiller à la présidence.

Les autorités installées par Moscou dans la région de Kherson (Sud) ont de leur côté accusé Kiev de "multiples frappes" sur le barrage, provoquant selon elles la destruction partielle de l'ouvrage.

Selon Kiev, "environ 16 000 personnes se trouvent en zone critique", menacées d'inondation, tandis que Moscou a jugé que 14 localités où résident "plus de 22 000 personnes" se trouvent dans une telle situation, mais "la situation est entièrement sous contrôle".

En octobre dernier, alors que les combats faisaient rage dans la zone lors d'une contre-offensive réussie de Kiev, le président Zelensky avait déjà accusé les forces de Moscou d'avoir "miné" le barrage et les unités de la centrale.

France

Deux hommes écopent de prison ferme pour l'agression d'un proche de Brigitte Macron

Deux hommes reconnus coupable d'avoir agressé le petit-neveu de Brigitte Macron après une manifestation contre la réforme des retraites ont été condamnés à 12 et 15 mois de prison ferme, lundi, à Amiens, à l'issue d'un procès mettant en évidence leur grande précarité.

Ils étaient jugé pour avoir agressé le petit-neveu de Brigitte Macron après une manifestation contre la réforme des retraites. Deux hommes ont été condamnés à 12 et 15 mois de prison ferme, lundi 5 juin, à Amiens, à l'issue d'un procès mettant en évidence leur grande précarité. Un troisième prévenu a été relaxé par le tribunal correctionnel d'Amiens "au bénéfice du doute".

Tous jurent qu'ils ne connaissaient pas la victime : Jean-Baptiste Trogneux, gérant de la célèbre chocolaterie du même nom, attaqué le 15 mai devant sa boutique, ce qui lui vaudra quatre jours d'incapacité totale de travail (ITT). À la barre, un voisin résume la scène : "J'ai vu un individu se faire massacrer."

Tout débute, selon le récit du président, par un "groupe de personnes", qui place "des conteneurs poubelles" devant le magasin, en plein centre-ville d'Amiens. "Craignant que sa vitrine vole en éclats", Jean-Baptiste Trogneux "tente" alors "de repousser les personnes". Mais il est "pris à partie" notamment "par un individu qui lui assène plusieurs coups de poing".

Parmi les prévenus, un seul, Florian Careel, reconnaît "une claque" à Jean-Baptiste Trogneux. Mais parce qu'il avait "poussé un pote", se défend le jeune



homme depuis le box, entre deux haussements d'épaules dans son large sweat gris.

"Pourquoi vous portez ce coup ?", insiste le président. "Il voulait bouger les poubelles qui étaient devant son magasin", répond-il, laconiquement. "C'est un peu normal, non ?". Silence. Cet homme de 20 ans est condamné à 24 mois dont 12 mois de sursis, avec maintien en détention.

"J'ai accompagné les copains"

Le président poursuit avec le deuxième suspect : Yoan Leroy, 34 ans, un homme sous curatelle renforcée, qui se défend de toute violence à l'encontre de la victime, en dépit des témoignages.

Il s'explique : "J'ai mis deux poubelles à roulettes devant la porte des Trogneux, je n'ai pas réfléchi, j'ai accompagné les copains."

"Mais vous êtes mis en cause pour avoir

porté plusieurs coups de poing", poursuit le président. "J'ai tenté, mais je n'ai pas réussi", répond cet homme déjà condamné pour violence conjugale et menace de mort. Il reconnaît finalement l'avoir "touché" avec son "thorax".

Et "vous avez dit 'heureusement que je l'ai loupé sinon il serait mort'", lui rappelle le président. "Façon de parler". "Vous considérez que vous êtes violent ?", questionne encore le président. "Quand je peux oui", dit-il sans sourciller.

Il reçoit la peine la plus lourde : 30 mois d'emprisonnement dont 15 mois avec sursis et maintien en détention.

Le troisième prévenu, 22 ans, se présente, lui, comme un journaliste indépendant sur TikTok. Il portait un brassard "presse" le soir des faits. Déjà condamné pour des violences, il ne sait ni lire,

ni écrire, et fond en larmes dans ses explications. "Je ne l'ai pas touché", répète-t-il. Il est relaxé.

"Mobile odieux"

Pointant une agression "gratuite, violente et grave", le procureur avait requis des peines de prison pour chacun des trois prévenus, et jusqu'à trois ans et demi de prison ferme contre Yoan Leroy, qui apparaît comme le principal protagoniste du dossier.

"Ce que je crains, c'est qu'on se retrouve dans quelques années devant une cour d'assises parce qu'on n'aura pas pu les empêcher de causer des faits plus graves", a affirmé le procureur Jean-Philippe Vicentini dans son réquisitoire.

"Le mobile est odieux dans ce dossier, l'ambiance était vindicative vis-à-vis du président de la République, on a vu un moyen de passer ses nerfs sur l'établissement et Jean-Baptiste Trogneux", a-t-il encore estimé.

Face à des prévenus aux parcours de vie difficiles, il balaie : "On est responsable de son destin."

Quatre autres personnes interpellées dans ce dossier ont été relâchées après leur garde à vue. Une adolescente de 16 ans, également poursuivie, doit être jugée ultérieurement par un juge des enfants.

Dès la révélation des faits, des voix à gauche comme à droite s'étaient alarmées de la violence du débat politique, Emmanuel Macron dénonçant "des actes insupportables et inqualifiables". Brigitte Macron s'indignant de "la lâcheté" des auteurs.

Réforme des retraites : la 14e journée de mobilisation sera-t-elle la dernière ?

Une 14e journée de manifestations contre la réforme des retraites est prévue mardi, mais la mobilisation devrait être plus faible que par le passé. À Paris, les syndicats tiendront leur point presse devant l'Assemblée nationale, marquant symboliquement le lien avec la journée de jeudi, au cours de laquelle sera examinée une proposition de loi du groupe Liot visant à abroger la réforme.

Deux jours après la publication des premiers décrets d'application de la réforme des retraites, et à l'avant-veille d'une tentative mal engagée de porter un coup politique à la réforme à l'Assemblée, les syndicats appellent mardi 6 juin à une 14e journée de mobilisation aux allures de chant du cygne.

Les organisations syndicales se montrent prudentes quant à la participation des salariés à cette nouvelle journée de protestation. "Ça ne sera pas du niveau des plus hautes mobilisations", anticipe Céline Verzeletti, secrétaire confédérale CGT. "Il y aura peu de grévistes", en tout cas dans l'Éducation nationale, reconnaît Benoît Teste (FSU), évoquant une "fin de cycle".

Les autorités attendent entre 400 000 et 600 000 personnes sur 250 points de rassemblements, dont 40 000 à 70 000 dans la capitale. Le trafic SNCF sera "très légèrement perturbé" avec "neuf trains sur dix" en moyenne, et il sera "normal" en Ile-de-France sur l'ensemble du réseau de la RATP. Un tiers des vols seront annulés au départ de Paris-Orly.

Si l'intersyndicale affirme ne pas "tourner la page", certains semblent avoir acté sa défaite. "Bien sûr que le texte s'appliquera le moment venu", a affirmé la semaine dernière le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, qui quittera ses fonctions le 21 juin.

Article 40

À Paris, la manifestation partira des Invalides à 14 h vers la place d'Italie. Les syndicats tiendront leur point



presse devant l'Assemblée nationale, marquant symboliquement le lien avec la journée de jeudi, au cours de laquelle sera examinée une proposition de loi du groupe Liot visant à abroger la réforme.

Avec 14 journées de grèves et de manifestations au compteur, le mouvement, qui a réuni à plusieurs reprises plus d'un million de manifestants selon la police, égale désormais en nombre de journées d'action celui de 2010.

Cela n'a pas suffi à ébranler l'exécutif, qui a usé avec la majorité de tous les outils constitutionnels à sa disposition pour faire passer son projet. Deux premiers décrets d'application de la réforme sont parus dimanche au Journal officiel, dont celui portant progressivement l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans.

Jeudi, la présidente de l'Assemblée Yaël Braun-Pivet devrait dégaier l'article 40 de la Constitution - qui interdit aux parlementaires de déposer des amendements ayant pour effet de diminuer les ressources ou d'aggraver les charges publiques - pour déclarer irrecevables des amendements visant à restaurer l'article-clé de la PPL Liot, supprimé en commission des lois.

"Scandale démocratique"

"Si le gouvernement invoque l'article 40, ce sera un pur scandale démocratique", a dénoncé dimanche la secrétaire

générale de la CGT, Sophie Binet, "très inquiète de la montée de l'extrême-droite".

Dans une tribune publiée lundi dans Le Monde, la gauche et les députés Liot ont appelé Yaël Braun-Pivet à laisser vivre la PPL, invoquant le risque d'un "accroissement de la colère et de la violence". Le débat doit se tenir "dans le cadre démocratique et le respect de la Constitution", a de son côté affirmé le président de la République Emmanuel Macron, en marge d'un déplacement au Mont-Saint-Michel.

L'intersyndicale, qui n'a pas prévu de se réunir mardi soir, n'a pas encore fait connaître sa stratégie en cas d'échec de la PPL Liot. "Les suites dépendront du niveau de la mobilisation mardi et du vote le 8 juin", a déclaré Sophie Binet, assurant que "rien n'est écrit d'avance pour la CGT".

Celle qui a pris la suite de Philippe Martinez a fait savoir que son syndicat traquerait toute "faille juridique" pour attaquer les 31 décrets. Le président de la CFE-CGC, François Hommeril, a lui aussi pointé lundi sur France Inter des décrets "peu cohérents, mal écrits", qui pourraient donner lieu à des contestations juridiques. "On restera dans l'opposition à cette loi, et on fera tout ce qu'il faut pour qu'elle ne s'applique pas", a-t-il assuré.

Soucieuse de maintenir son unité au-delà de la réforme des retraites, l'intersyndicale a commencé à travailler à des propositions communes, passant d'une posture "défensive" à une attitude plus "offensive", selon Simon Duteil (Solidaires). Elle a élargi son mot d'ordre de manifestation, appelant à se mobiliser pour "gagn(er) le retrait de la réforme" et "obten(ir) des avancées sociales".

Le gouvernement prévoit de son côté la tenue mi-juin d'une réunion multilatérale, soit à Matignon, soit à l'Élysée, avec les syndicats et le patronat. Le pays doit "continuer d'avancer", a déclaré Emmanuel Macron lundi.

Foot News

Tottenham annonce l'arrivée d'Ange Postecoglou



Après le départ d'Antonio Conte, Tottenham était en quête d'un nouvel entraîneur. Plusieurs techniciens dont Thomas Tuchel, Julian Nagelsmann ou encore Mauricio Pochettino ont été liés aux Spurs. Mais tous ont décliné. Finalement, les Londoniens ont trouvé la perle rare. Le club anglais vient d'officialiser l'arrivée d'Ange Postecoglou.

«Maintenant que la saison et toutes les compétitions de coupes nationales sont terminées, nous sommes ravis d'annoncer la nomination d'Ange Postecoglou comme nouvel entraîneur-chef de l'équipe première. Devenu le premier Australien à manager en Premier League, Ange nous rejoindra le 1er juillet pour un contrat de quatre ans», peut-on lire sur le communiqué de presse. Daniel Levy a commenté son arrivée. «Ange apporte une mentalité positive et un style de jeu rapide et offensif. Il a une solide expérience dans le développement de joueurs et une compréhension de l'importance du lien avec l'académie, tout ce qui est important pour notre club. Nous sommes ravis qu'Ange nous rejoigne alors que nous nous préparons pour la saison à venir.» Les choses sérieuses vont pouvoir commencer.

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I Mr Groodoyal Parasooram will apply to the Municipal Council of Quatre Bornes for a building and land use permit for a construction of concrete building to be used as commercial space on the ground floor and one residential unit on first and second floor at Royal Road, Quatre Bornes

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above named Council within 15 days from the date of this publication.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on **Thursday the 06th day of July, 2023 at 1.30 pm** shall take place before the **Master's Court, Courtroom No.23, 2nd Floor, Supreme Court, Cnr Edith Cavell & Desroches Streets, Port-Louis**, the **SALE BY LEVY** of :- **DESCRIPTION OF PROPERTY: DESIGNATION:** Une portion de terrain de la contenance de **SEPT PERCHES soit DEUX CENT QUATRE VINGT QUINZE METRES ET QUARANTE SIX CENTIEMES METRES CARRES**, située au Quartier de **FLACQ**, lieu dit: 'BEL AIR RIVIERE SECHE' et bornée d'après un rapport dressé par Mons. Louis Maurice Dumazel, Arpenteur Juré, le 12/04/1989, enregistré au Reg:- L.S. 26 No. 4166, et bornée comme suit:- Du premier côté, par la Route Publique de Bel Air sur Cinq Mètres Quarante et Un centimètres soit Dix Sept Pied Neuf Pouces; Du deuxième côté, par le terrain de Mons. Deolall Malock, sur Quarante Cinq Mètres Soixante Centimètres, soit Cent Quarante Neuf Pieds Huit Pouces; Du troisième côté, par le terrain du vendeur, sur Sept Mètres Trente Neuf Centimètres soit Vingt Quatre Pieds Neuf Pouces; Du quatrième et dernier côté, par un chemin de sortie de Huit Pieds, soit Deux Mètres Quarante Quatre Centimètres de large, sur Quarante Six Mètres soit Cent Cinquante et Un Pieds. Les mesures sont en Mètres avec équivalents en Pied Anglais. Together with a concrete building existing thereon and all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever and the morefully described in deed transcribed in Volume TV1930/115 and Pin No.1401170026 and in the Memorandum of Charges filed in the above matter. **The said sale is prosecuted at the request of DEVELOPMENT BANK OF MAURITIUS LTD against Mr. Sivanaden RAMASAMY and Mrs. Anjeelay RAMASAMY (born VYDEELINGUM) both residing at 5, Gabriel Froppier Street, Forest Side.** All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations,
Dated at Port-Louis, this 01st day of June, 2023.

Me. R. BUCKTOWNSING SA
Orison Legal
Level 2, Hennessy Court, Cr. Pope Hennessy and Suffren Streets, Port Louis.
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on **Thursday the 06th day of July, 2023 at 1.30 p.m** shall take place before the Master's Court (Courtroom No.23, 2nd Floor), New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches Street, Port-Louis, the **SALE BY LEVY** of:- **DESCRIPTION OF PROPERTY : DESIGNATION: PROPERTY CHARGED:** Tout ce qui reste (après distraction de 1.- Une portion de terrain de la contenance de deux cent soixante treize mètres carres et cinquante centièmes de mètre carre (273.50m²) vendue suivant titre transcrit au Vol: 1833 No.36; et 2.- Une portion de terrain de la contenance de trois cent soixante quatre mètres carres et soixante dix centièmes de mètre carre (364.70m²) vendue suivant titre transcrit au Vol: 2180 No. 64), d'une portion de terrain de la contenance originaire de **vingt cinq perches soit mille cinquante cinq mètres carres et vingt deux centièmes de mètre carre (1055.22m²)** située au quartier des Plaines Wilhems, lieu dit Eau Coulée, 171 Engrais Martial Branch Road d'après le Cadastre Municipal et originairement bornée d'après le titre de propriété ci-après relate comme suit: D'un cote par un balisage la séparant des ayants droit Du portail; Du second cote, par un autre balisage au chemin la séparant du Sieur Bisnauth; Du troisième cote, par le terrain Peerally et du quatrième cote, par Peeroo. Observation est ici faite que le solde de la dite portion de terrain a depuis été arpenté par Mons. Mooslim Chamroo, Arpenteur Jure et a été trouvée etre de la contenance de **TROIS CENT SEPT METRES CARRES ET SOIXANTE CENTIEMES DE METRE CARRE (307.60m2)** et est bornée d'après son procès verbal de rapport dresse en date du quatre aout de l'An Deux Mil Trois, enregistré au Reg: LS 50 No. 1474 comme suit: Du premier cote, par Bhageerutty Lane sur dix sept mètres six centimètres; du deuxième cote, par Nundlall Uddhin sur dix sept mètres dix centimètres; du troisième cote, par Gassen Soobiah sur dix sept mètres six centimètres et du quatrième et dernier cote, par Narainsamy Ramasawmy sur vingt mètres cinq centimètres. Together with building existing thereon and all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever and the morefully described in deed transcribed in Volume TV 5310/15 and Pin No. 1741080256 and in the Memorandum of Charges filed in the above matter. **The said sale is prosecuted at the request of DEVELOPMENT BANK OF MAURITIUS LTD against The Curator of Vacant Estates vested with the property and rights in Mauritius of Mr. Arvind Sanavenen Marday VADIAVALOO and Mrs. Nalini VADIAVALOO (born DHALIAH) the lawful wife of Arvind Sanavenen Marday VADIAVALOO, of NPF Building, Pope Hennessy Street, Port-Louis.** All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations,
Dated at Port-Louis, this 01st day of June, 2023.

Me. R. BUCKTOWNSING SA
Orison Legal
Level 2, Hennessy Court, Cr. Pope Hennessy and Suffren Streets, Port Louis.
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

SALE BY LICITATION

NOTICE is hereby given that on **Thursday the 06th day of July, 2023 at 1.30 p.m** shall take place before the Master's Court (Courtroom No.23, 2nd Floor), New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches Street, Port Louis, the **SALE BY LICITATION** prosecuted at the request of **Development Bank of Mauritius Ltd having its registered office situate at Chaussee Street, Port-Louis, hereacting as inscribed creditor of Mr. Marie Serge Regis JANHORRY of Boulet Rouge, Flacq and exercising all the rights and actions of its debtor in terms of Article 1166 of Code Napoleon in force in Mauritius against 1. Mr. Marie Serge Regis JANHORRY; and 2. Mr. Louis Francois JANHORRY - Both residing at Boulet Rouge, Flacq, of the hereunder described immoveable property, viz: **DESCRIPTION OF PROPERTY : DESIGNATION:** Une portion de terrain situee au quartier de Flacq lieu dit Riche Mare, Boulet Rouge, Centre de Flacq de la contenance de **deux cent dix neuf metres carres et cinquante six centiemes de metre carre (219.56 m²) (étant le lot No.1)** et bornee d'après un proces verbal de rapport avec plan figuratif dresse par Mons. Louis Maurice Dumazel, Arpenteur jure le 12/05/1992, enregistré au Reg: L.S. 27/12446 comme suit: Du premier cote par Devika Seebarrun sur dix metres et quatre vingt huit centimètres (10.88m); Du second cote par Seemadree Yencadoo, une sortie de deux metres soixante centimètres (2.60m) de large entre commune aux quatre lots formant partie de la presente portion et donnant access a la Grand route sur vingt metres et trente quatre centimètres (20.34m); Du troisième cote par le lot No.2 sur onze metres et six centimètres (11.06m); et Du quatrième cote par Kreishnasawmy Yeerapen sur vingt metres et trente quatre centimètres (20.34m). Together with building existing thereon and all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever and the morefully described in deed transcribed in TV 2558/9 and Pin No. 1406050230 and in the Memorandum of Charges filed in the above matter. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said immoveable property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such right.**

Under all legal reservations,
Dated at Port Louis, this 01st day of June, 2023

Me. R. Bucktowonsing S.A
Orison Legal
Level 2, Hennessy Court, Corner Pope Hennessy & Suffren Streets, Port Louis.
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

FOLLE ENCHERE

NOTICE is hereby given that on **Thursday the 29/06/2023 at 1.30 p.m** a portion of land of the extent of 39,760m², situate in the district of Savanne, place called L'Escalier together with one storey concrete building thereon, as morefully described in the Memorandum of Charges filed in the matter – Levy MOC 356/2016 - Sale No.74/2017, sold by levy at the request of **Development Bank of Mauritius Ltd against (a) Ww. Raj Kumari Vidyah Manee GOPAULSING born RAMLOCHUN; (b) Maheshwar GOPAULSING; and (c) Anju GOPAULSING and purchased by Mrs. Neetasha Devi RAMDOYAL born RAMDHANY** on 16/05/2019 for the sum of Rs. 2,005,000/-.- will be RESOLD by way of **FOLLE ENCHERE at the request of the DEVELOPMENT BANK OF MAURITIUS LTD.**

Her Honour the Master and Registrar has now fixed **Thursday the 29/06/2023 at 1.30 p.m** for the resale of the said property, by way of **FOLLE ENCHERE.**

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 05th day of June, 2023

Me. R. Bucktowonsing SA
Orison Legal
Level 2, Hennessy Court, Cnr. Pope Hennessy and Suffren Streets, Port Louis.
Attorney in charge of the sale

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (FAMILY DIVISION)

In the matter of:
Avilla DAMAR-SHEWALE (born DAMAR)
Petitioner (W)

v/s

Abhitej Haridas SHEWALE
Respondent (H)

NOTICE OF TRIAL
TAKE NOTICE that in virtue of an order made by Honourable Judge of the Supreme Court of Mauritius(Family Division) on the 31st day of January, 2023, it has been ordered Substituted Service of the relevant processes of the divorce proceedings and all ulterior process on the Respondent by way of publication.
TAKE FURTHER NOTICE you the abovenamed Respondent that the above matter has been fixed for **MERITS on Friday the 28th day of July 2023 at 10.00 a.m**, before the Supreme Court (Family Division), situate at Corner Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis.
NOW TAKE FURTHER NOTICE that you, the abovenamed Respondent are most formally required to attend before the Supreme Court (Family Division) on the aforesaid date and hour, to show cause whether you intend to resist the divorce petition lodged against you in the above matter.
WARNING YOU, that the above matter will be proceeded whether you be present or not.
Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 05th day of June, 2023.
Me. M. I. DAUHOO
Of Cathedral Square, Port Louis.
Petitioner's Attorney

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (FAMILY DIVISION)

In the matter of:-
Shawkat Ally Ajum ATCHIA
of Camp La Boue, Fowdar Lane, Terre Rouge.
PETITIONER (H)

v/s

Nisrine ATCHIA (born HOUSNI)
actually residing in France
RESPONDENT (W)

NOTICE TO ATTEND COURT
In compliance with an Order made on 29/05/2023 by His Lordship, The Honourable, Mr N. F. OH SAN-BELLEPEAU, Judge of the above Court, the abovenamed Petitioner has been authorized to effect substituted service in the above matter by way of publication.
TAKE NOTICE, you the abovenamed Respondent, in order that you may not plead or pretend ignorance of same that the abovenamed Petitioner has entered a divorce petition against you on the grounds of "faute", and that the above matter is coming for **PRESENTATION ANEW on Wednesday the 19th July 2023 at 09.30 a.m, before the Supreme Court (Family Division), situate at New Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis.**
NOW TAKE FURTHER NOTICE that you, the abovenamed Respondent are most formally required to attend before the Supreme Court (Family Division) on the aforesaid date and hour, to show cause whether you intend to resist the divorce petition lodged against you in the above matter.
WARNING YOU, that the above matter will be proceeded whether you be present or not.
Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 05th day of June 2023.
Me. Anwar ABBASAKOOR
Of Sir Virgil Naz Street, Port Louis.
Attorney for the Petitioner

Santé

Cancer de la vessie : tout savoir sur cette maladie encore trop taboue

Beaucoup moins médiatisé, le cancer de la vessie est une pathologie souvent méconnue, parfois taboue, alors qu'elle représente le 10ème cancer le plus fréquemment diagnostiqué dans le monde. Lori Cirefice, Présidente de l'association Cancer Vessie France nous parle de la maladie, des symptômes auxquels il convient d'être attentif, du vécu des patients ainsi que de leur besoin d'être accompagnés.

« Très peu connu, le cancer de la vessie touche pourtant plus de 13 000 personnes par an en France », commence Lori Cirefice. Laquelle explique le manque de mise en lumière de la maladie – qui touche une partie intime de l'anatomie - par une forme de « tabou. Personne n'aime parler de ses besoins naturels. A la différence du cancer du sein par exemple, très médiatisé, les célébrités sont moins enclines à évoquer leur cancer de la vessie. »

Alors le cancer de la vessie, qu'est-ce que c'est ?

Le cancer de la vessie est une maladie des cellules qui tapissent l'intérieur de la vessie appelé muqueuse vésicale. Certaines cellules deviennent anormales, elles se multiplient de manière désordonnée, très rapidement, et forment progressivement une tumeur maligne. « Environ trois quarts des patients sont des hommes », note Lori Cirefice.



Le tabagisme, facteur de risque majeur

« Etes-vous fumeur ou fumeuse ? » C'est sans doute la première question que posera un urologue à son ou sa patiente. Pourquoi ? Parce que le tabagisme est à l'origine de plus de 50 % des cancers de la vessie chez l'homme et environ 40 % chez la femme.

Et cela n'a rien d'étonnant : les composés toxiques du tabac, une fois inhalés, se retrouvent dans le sang, sont filtrés par les reins d'où ils sont déversés dans les urines...

Du sang dans les urines, le premier symptôme

Les tumeurs qui se développent dans la vessie entraînent souvent une hématurie, c'est-à-dire la présence de sang dans les urines. C'est un des premiers signes évocateurs. Il doit amener à consulter le médecin traitant rapidement.



Problème, « voir du sang dans les toilettes alerte souvent moins les femmes », note Lori Cirefice. « Ce qui explique en partie pourquoi elles sont souvent diagnostiquées à un stade avancé ». A noter qu'un besoin régulier et pressant d'uriner peut aussi annoncer la maladie.

Un impact réel sur le quotidien

Le cancer de la vessie peut être très difficile à vivre. Se lever plusieurs fois par nuit pour uriner, des brûlures ou des douleurs lors de la miction... « La maladie impacte beaucoup le sommeil », continue la Présidente de l'association Cancer Vessie France. « Mais elle peut aussi retentir sur la vie professionnelle, sur la vie sexuelle... Enfin, certains examens, comme la cystoscopie (une exploration endoscopique de la vessie) sont invasifs et anxiogènes. »

Des traitements adaptés...

Pour Lori Cirefice, « il convient d'être attentif aux premiers symptômes. Car plus la maladie est dépistée tôt, plus la prise en charge sera précoce et meilleures seront les chances de guérison. »

Les traitements justement : ils « dépendent du stade et de l'agressivité (de la maladie) », rappelle l'Institut national du Cancer (InCA). « Le premier temps de la prise en charge consiste à enlever la tumeur en effectuant une résection transurétrale de vessie (RTUV), autrement dit, ôter la tumeur en passant par l'urètre. Si après la résection, le diagnostic de tumeur infiltrante est fait, il faudra enlever la vessie lors d'une nouvelle opération. Des médicaments anticancéreux, tels que la chimiothérapie ou l'immunothérapie, peuvent également être utilisés pour traiter les cancers de la vessie. »

Comme le précise Lori Cirefice, « le cancer de la vessie est très récidivant ». Des traitements médicamenteux peuvent être mis en place en adjuvant, après la chirurgie, et ce afin de réduire le risque de récurrence et de progression pour les tumeurs les plus à risque.

LEGAL NOTICE

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS
(Before the Honourable Judge in Chambers)
Application under Section 71(1) of the Courts Act

In the matter of: Serial No.698/2023.

1. Sarusvadee CHUCKRAVANEN, residing at Avenue les Flamants, Albion
2. Jeevamanee COOPAMAH, residing at Avenue L'Indiscret, Morcellement Raffray, Albion
3. Ambravadee COOPAMAH, absent from Mauritius and duly represented by her agent and proxy, Mrs. Sarusvadee CHUCKRAVANEN residing at Avenue Les Flamants, Albion
4. Pramaseven COOPAMAH, absent from Mauritius and duly represented by his agent and proxy, Mrs. Sarusvadee CHUCKRAVANEN residing at Avenue Les Flamants, Albion

APPLICANTS

Versus

1. Life Insurance Corporation of India, having its registered office at 3rd Floor, Bk Of Baroda, Sir W.Newton, Port Louis
2. Mr. Sooben Pillay ANAMALAY, of Avenue Pere Laval, Ste Croix 19, Port Louis
3. Mrs. Neermala RAMSAHA, of Avenue Pere Laval, Ste Croix 19, Port Louis

RESPONDENTS

In the presence of:

The Conservator of Mortgages, of Emmanuel Anquetil Building, Port Louis

CO-RESPONDENT

TAKE NOTICE, You, (i) Mr. Sooben Pillay ANAMALAY and (ii) Mrs. Neermala RAMSAHA, the Respondents Nos. 2 and 3 in the above matter that the above-named Applicants have lodged an application before the Honourable Judge sitting in Chambers, (Serial No. 698/2023) praying inter alia- for a summons to be issued, calling upon the above named Respondents and Co-Respondent to be and appear before the Honourable Judge who may be sitting in Chambers to show cause, if any, why the inscription inscribed in Volume IV 2681/53 should not be erased from the books and registers of the Co-Respondent.

NOW TAKE FURTHER NOTICE that the above matter has now been postponed to **WEDNESDAY, the 28th day of JUNE, 2023 at 09.30 a.m** before the Honourable Judge sitting in Chambers (COURT ROOM No.24, 2nd floor of the Supreme Court of Mauritius situate at Supreme Court Building, Cnr Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis and you, the above named Respondents Nos. 2 and 3 are most formally required, called upon and summoned to be and appear to show cause, why the said order should not be granted.

WARNING you that the present application shall be heard on the aforesaid day and hour whether you be present or not.

This publication is being made in virtue of an Order bearing Serial No. 698/2023 dated 26th day of May 2023 by Her Ladyship, Hon. M. Naidoo, Judge sitting in Chambers.

Under all legal reservations,
Dated at Port-Louis, this 02nd day of June, 2023

R. BUCKTOWNSING SA
of Orison Legal
Levels 1 & 2, Hennessy Court, Cnr Pope Hennessy & Suffren Streets, Port Louis.
APPLICANTS' ATTORNEY

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS
(FAMILY DIVISION)

In the matter of:

Aroolen SEENEVARAGACHETTY

Petitioner

V/S

Nicquitta Charlotte Natasha SEENEVARAGACHETTY
(born COLE)

Respondent

NOTICE OF TRIAL

TAKE NOTICE that in virtue of an order made by Honourable Judge of the Supreme Court of Mauritius (Family Division) on the 14th day of February, 2023, it has been ordered that Substituted Service of the relevant processes of the Divorce Proceedings and all ulterior process on the Respondent by way of publication of a Notice in two dailies newspapers which shall be 'L'Express' newspaper or "Le Mauricien" Newspaper.

TAKE FURTHER NOTICE you the abovenamed Respondent that the matter has now been fixed for **MERITS on Tuesday the 27th day of June, 2023 at 10.00 a.m**, before the Supreme Court (Family Division), situate at Corner Edith Cavell and Desroches Streets, Port Louis.

NOW TAKE FURTHER NOTICE that you, the abovenamed Respondent are most formally required to attend before the Supreme Court (Family Division) on the aforesaid date and hour, to show cause whether you intend to resist the divorce petition lodged against you in the above matter.

WARNING YOU, that the above matter will be proceeded whether you be present or not.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 07th day of June, 2023.

Me. M. I. DAUHO
Of Cathedral Square, Port Louis.
Petitioner's Attorney

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 27th day July 2023 at 13.30 hrs**, shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, Supreme Court, situate at New Supreme Court Building, Edith Cavell Street, Port Louis, **the Sale by Licitacion prosecuted at the request of Mrs Meena Devi PRAYAG against Mr. Mohammad Iqbal AUDAB** of "Une portion de terrain de la contenance de TROIS CENT TREIZE DECIMAL TRENTE QUATRE METRES CARRES (313.34m2), etant le Lot No. 7 du plan general du morcellement denomme MORCELLEMENT HIGH RISE, situee au quartier des Plaines Wilhems, lieu dit Reunion, Vacoas, et bornee comme suit:- Au Nord Est, par les reserves d'un metre et cinquante centimetres (1.50m) de large, longeant un nouveau chemin commun asphalté de cinq metres (5.00m) de large, donnant acces a L'Avenue Jules Koenig, sur lesquelles la portion presentement decrite aura le droit de passage pour accede audit nouveau chemin asphalté, sur quatorze metres et cinquante deux centimetres (14.52m); Au Sud Est, par la sixieme portion, sur vingt et un metres et soixante dix neuf centimetres (21.79m); Au Sud Ouest, par la onzieme portion, sur quatorze metres et cinquante et un centimetres (14.51m); Au Nord Ouest, par les neuvieme et huitieme portions, sur une longueur totale de vingt et un metres et quarante centimetres (21.40m). The whole morefully described in deed transcribed in TV 4302/95. There exists on the said portion of land a concrete building under slab provided with water and electricity supplies. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said properties are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservation.
Dated at Port Louis, this 06th day of June 2023.

Me. K. HOSSEN
Of Sir Virgil Naz Street, Port Louis.
Attorney in Charge of the sale.

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on the **05/06/2023** has been filed in the office of the Master and Registrar of the Supreme Court of Mauritius, the Memorandum of Charges containing the clauses and conditions by virtue of which shall take place before the Master's Court, situate at Supreme Court Building, Cnr Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, **the Sale by Licitacion prosecuted at the request of Lynda Davy UJODHA against 1.- Mrs Chandraotee SEESAHA, widow of late Manglall UJODHA, 2.- Pritee UJODHA, 3.- Priya UJODHA and 4.- Pravesh UJODHA** of "Une portion de terrain de la contenance de QUATRE VINGT TREIZE TOISES CARRES, etant le lot No. 226, située au quartier des Plaines Wilhems, lieu dit Rose Hill (Plaisance) et bornée d'après un proces verbal d'arpentage avec plan figurative y joint dressé par M. A. SAPET, ancien arpenteur juré, en date du 27/02/1946, enregistré au Reg. L.S. 17 No. 1058, comme suit:- Du premier coté, par L'Avenue Tranquille, sur cinquante deux pieds (52'), Du second coté, par le lot No. 225 sur soixante quinze pieds (75'), Du troisieme coté, par le lot 217, sur cinquante deux pieds (52'), Du quatrieme et dernier coté sur cinquante deux pieds (52'), par les lots 227 & 228, sur soixante quinze pieds (75'). The whole as morefully described in deed transcribed in **TV 1418 No. 39. BUILDING**. There exists on the said portion of land a two storey concrete building, provided with water and electricity. The first floor and the second floor of the said building belongs to the Petitioner for having built same with her own means. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said properties are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservation.
Dated at Port Louis, this 06/06/2023.

Me. Vashish BHUGOO
Of 8th Floor, Astor Court, Georges Guibert Street, Port Louis.
Attorney in Charge of the Sale.

Mercato

Le PSG ouvre la porte à un départ
D'ekitike

Le Paris Saint-Germain envisage un départ d'Hugo Ekitike lors du mercato estival. Un an après son arrivée en provenance de Reims, le buteur n'est pas certain de rester au sein du club francilien.

Après Lionel Messi et Sergio Ramos, le PSG pourrait aussi perdre Hugo Ekitike lors du mercato estival. Après seulement une saison, l'histoire entre l'attaquant et le Paris Saint-Germain pourrait déjà prendre fin. Selon les informations de RMC Sport, le club est ouvert à un départ et l'a expliqué à son entourage.

Après 32 matchs sous les couleurs parisiennes cette saison, pour 4 buts et 4 passes décisives, Hugo Ekitike n'est pas sûr de poursuivre son parcours à Paris.

Ekitike bientôt acheté par le PSG puis mis sur le marché

Le buteur de 20 ans est arrivé l'été dernier sous la forme d'un prêt payant de 2 millions d'euros. L'option d'achat de 34 millions d'euros va être levée par le PSG comme prévu. Cependant, après une saison contrastée dans un contexte parisien difficile où la concurrence à son poste était énorme avec Lionel Messi, Neymar et Kylian Mbappé, Paris est prêt à le laisser filer. La direction sportive ne souhaite pas pour autant le céder par tous les moyens.

De son côté le joueur formé à Reims veut rester au sein du club francilien, convaincu qu'il peut mieux faire la saison prochaine. Il n'y a pas eu que du négatif sur



cette première expérience dans un grand club. Néanmoins, Hugo Ekitike n'est pas fermé à l'idée d'aller voir ailleurs cet été... A condition d'avoir du temps de jeu et de jouer l'Europe.

Paris veut étoffer son attaque

Après le départ à venir de Lionel Messi et avec potentiellement celui d'Hugo Ekitike, l'attaque du PSG pourrait bientôt connaître de gros changements. L'idée de la direction sportive parisienne est toujours la même: associer des joueurs complémentaires autour de Kylian Mbappé et étoffer le secteur offensif.

Dans cette optique Marco Asensio a déjà signé au club en provenance du Real Madrid. L'Espagnol arrive libre après la fin de son contrat chez les Merengues. Malgré la concurrence de l'Inter Milan, Marcus Thuram est également courtisé tout comme le Nigérian de Naples Victor Osimhen.

Di Maria officialise son départ
de la Juventus

Comme Leandro Paredes hier, Angel Di Maria a officialisé ce mardi son départ de la Juventus Turin, un an seulement après son arrivée.

Angel Di Maria et la Juventus, c'est déjà fini. Débarqué l'été dernier à Turin à l'expiration de son contrat au PSG, El Fideo a réalisé une saison convenable avec la Vieille Dame sur le plan individuel (8 buts et 7 passes décisives en 40 matches disputés), mais cela n'a pas convaincu totalement le club italien, qui a préféré ne pas prolonger son contrat qui expire au 30 juin.

"Je pars avec la tranquillité d'esprit d'avoir donné tout ce que j'avais"

Sur Instagram, Di Maria a confirmé son départ ce mardi : "C'est la fin d'une période difficile et compliquée. Je pars avec la tranquillité d'esprit d'avoir donné tout ce que j'avais pour aider le club à continuer à gagner des titres, mais cela n'a pas été possible. Je pars avec le goût amer de ne pas y être parvenu mais avec le bonheur d'emmener avec moi de nombreux amis du merveilleux vestiaire dont j'ai fait partie. Merci à tous mes coéquipiers pour l'affection qu'ils m'ont témoignée dès le premier jour, je me suis toujours senti chez moi. Un grand salut à tous les Juventinos pour l'affection qu'ils me témoignent chaque jour. Je



vous embrasse très fort, je vous porte dans mon cœur."

Et maintenant ? Âgé de 35 ans, le champion du monde argentin est courtisé en Arabie saoudite et son ancien club du Benfica rêve aussi de le récupérer. Di Maria a également été associé à Galatasaray ou encore au Barça récemment.

Un club Saoudien s'intéresse de
près à Alexis Sanchez

Seulement un an après avoir débarqué à Marseille, Alexis Sanchez pourrait décoller pour l'Arabie saoudite, où un club lui offrirait un salaire annuel de 10 millions d'euros.

Une saison et puis s'en va ? Alors que l'avenir d'Alexis Sanchez à Marseille est incertain, un club saoudien pourrait profiter de ce flou pour tenter d'attirer l'attaquant de 34 ans. Ainsi, selon Fabrizio Romano, le club d'Al-Fateh, sixième du dernier championnat local, aurait proposé un contrat d'une saison (plus une autre en option) au Chilien, assorti d'un salaire annuel de 10 millions d'euros.

Pablo Longoria veut garder Alexis Sanchez à tout prix

En conférence de presse lundi, le directeur sportif marseillais, Pablo Longoria, clamait sa volonté de conserver le meilleur buteur olympien du dernier exercice (devant les défenseurs Chancel Mbemba et Nuno Tavares), lui qui est en fin de contrat. "On veut le conserver car il nous a beaucoup apporté. Il a été un leader sur tous les plans. On discute avec son agent, nous lui proposons un meilleur contrat que celui qu'il avait cette saison", a glissé le dirigeant espagnol à l'égard de l'ancien attaquant de l'Inter.



Arrivé en héros en août dernier, Alexis Sanchez a disputé 44 rencontres avec l'OM, toutes compétitions confondues, bouclant la saison avec 18 buts et 3 passes décisives au compteur, dont 14 réalisations en 35 matches de Ligue 1. Du jamais vu à Marseille depuis les 16 buts de Florian Thauvin en championnat en 2018-2019.

Chelsea convoite
Gabri Veiga

Chelsea est entré dans la course pour recruter Gabriel Veiga pendant le mercato estival 2023. Le joueur du Celta Vigo dispose d'une clause libératoire largement accessible pour un club de Premier League.

Chelsea est entré dans la course pour signer le prometteur milieu de terrain du Celta Vigo Gabri Veiga. Ce dernier est devenu l'un des meilleurs milieux de terrain d'Espagne et son contrat dispose d'une clause libératoire fixée à 40 millions d'euros. Un montant largement accessible pour le club londonien même avec ses problèmes de fair-play financier. Mais dans ce dossier, il devra faire face à la concurrence de Manchester United, d'Arsenal et de Newcastle notamment, rapporte Sky Sports.

Kai Havertz en route pour le Real Madrid ?

Dans le même temps, Chelsea est susceptible de laisser filer Kai Havertz au Real Madrid après avoir été informé des envies de départ de l'international allemand courtisé par le club espagnol. Mauricio Pochettino qui prendra ses fonctions très bientôt, fait face à une vaste reconstruction de son groupe après et donne la priorité à recruter au milieu de terrain. Un gardien et un attaquant sont également les priorités du technicien argentin sur le mercato de Premier League à venir.

Le Bayern et le Real Madrid envisagent un
échange dingue à 70m€

Le Real Madrid a déjà lancé son mercato estival afin de se renforcer pour la saison prochaine. Avec le départ de Marco Asensio, Karim Benzema ou encore Eden Hazard, il leur faut recruter. Mais ce n'est pas ces postes d'attaquants qui sont ciblés cette fois-ci. Les Merengues sont intéressés par un joueur du Bayern Munich avec qui ils pourraient bien proposer un échange.

C'est le club qui a le plus entamé son mercato. Le Real Madrid compte déjà 4 départs, et prépare l'arrivée de Joselu, tout en travaillant sur le transfert de Kai Havertz ou encore Harry Kane. Mais les Merengues ont désormais une autre cible, évoluant en Bundesliga du côté du Bayern Munich.



Un échange Davies - Mendy

La Maison Blanche souhaite également se renforcer sur le plan défensif cet été. Un joueur leur a tapé dans l'œil : Alphonso Davies. Selon Marca, des discussions auraient eu lieu entre les deux clubs, avec des Bavarois pas si fermés à l'idée d'un transfert. Defensa Central précise que le Real pourrait inclure Ferland Mendy dans la transaction.

70 millions sont demandés pour Davies mais les Merengues préféreraient en investir 30 et mettre leur latéral gauche dans l'échange. Si ce n'est pas le cas, Ferland Mendy serait tout de même sacrifié en étant vendu 40 millions, pour que Madrid puisse parvenir à ses fins avec le Canadien.